

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



du 02/02/2009 au 06/02/2009

051

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

COMMISSIONS

Réunions de commissions 3

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi et propositions 33

Questions orales 34

Conseil d'Etat – Présentation d'un
conseiller d'Etat francophone 36

Votes nominatifs sur les motions 37

RELATIONS INTERNATIONALES 41

PUBLICATIONS 43

CONSEIL DES MINISTRES 45

ANNEXES

Demandes d'interpellations 49

Projets de loi, propositions et rapports
de commission 51

ADDENDA 53

Agenda des séances plénières
et des réunions de commissions 55

Tableau d'avancement des travaux législatifs



SEMAINE DU 2 FÉVRIER AU 6 FÉVRIER 2009



COMMISSIONS

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **DU LUNDI 2 AU VENDREDI 6 FEVRIER 2009**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 2 FÉVRIER 2009**

1. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'insécurité du piétonnier souterrain reliant la gare de Tournai au Boulevard Eisenhower" (n° 9693).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
2. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la fermeture annoncée du bureau de poste de Meux" (n° 9968).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
3. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la demande du comité de direction de La Poste de bénéficier d'une dérogation au droit du travail" (n° 9969).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.



4. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la performance environnementale de La Poste” (n° 9970).
 - Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
5. Questions jointes :
 - Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la mise en place de trains spéciaux pour les étudiants des universités” (n° 9971).
 - Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le nouveau train d’étudiants entre Gand et La Panne” (n° 9990).
 - Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’amélioration de la mobilité sur la ligne 73 (Gand-Deinze-La Panne)” (n° 10412).
 - Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la liaison ferroviaire La Panne-Bruxelles” (n° 10589).
 - Question de M. Koen Bultinck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la liaison ferroviaire La Panne-Gand-Bruxelles (ligne 73)” (n° 10638).
 - Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le train d’étudiants circulant sur la ligne 73” (n° 10675).
 - Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
6. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la collaboration de la SNCB à la lutte contre les pics de pollution” (n° 9972).
 - Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
7. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’avenir des bureaux de poste à Namur-Ville” (n° 9973).
 - Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
8. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes de capacité sur la ligne ferroviaire Saint-Nicolas/Termonde-Bruxelles” (n° 10058).
 - Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.



9. Questions jointes :
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la sous-capacité des trains en direction du Grand-Duché de Luxembourg” (n° 10074).
 - Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la surpopulation des trains de la ligne 162” (n° 10256).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
10. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la capacité pour les agents de la SNCB de dresser des amendes administratives” (n° 10108).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
11. Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la modernisation des lignes 161 et 162 reliant Bruxelles au Luxembourg” (n° 10174).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la suppression de 2 voitures dans le train CR de 6 h 12 Braine-le-Comte/Louvain” (n° 10179).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
13. Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la facture environnementale des transports en commun” (n° 10200).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
14. Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la politique du personnel au sein de La Poste” (n° 10201).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.



15. Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les courriers avisés au sein des Points Poste” (n° 10202).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
16. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les travaux à Sint-Katherina-Lombeek” (n° 10209).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
17. Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes relatifs aux transports en commun dans le Westhoek” (n° 10211).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
18. Question de Mme Carine Lecomte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la suppression de boîtes aux lettres de La Poste consécutive à la fermeture du bureau de poste” (n° 10253).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
19. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les ‘windfall profits’ (profits non anticipés)” (n° 10259).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
20. Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’évaluation des nouveaux horaires de la SNCB” (n° 10263).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
21. Questions jointes :
- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le suivi en temps réel des trains via internet” (n° 10339).
 - Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le site web informant des retards de train” (n° 10602).



- Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le site web ‘www.railtime.be’” (n° 10607).
 - Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
22. Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le retard important à Schaerbeek suite au déraillement d’un train IC” (n° 10340).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
23. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “un seul site web relatif aux problèmes ferroviaires” (n° 10369).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
24. Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les escaliers mécaniques défectueux” (n° 10375).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
25. Question de M. Olivier Destrebecq au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre sur “la suppression de la ligne Mons-Valenciennes” (n° 10410).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.
26. Questions jointes :
- Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le remboursement par Infrabel d’un million d’euros à l’État belge” (n° 10423).
 - Question de Mme Ulla Werbrouck au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le remboursement par Infrabel d’un million d’euros de dotation publique” (n° 10438).
 - Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la diminution de la dotation d’exploitation à Infrabel” (n° 10455).
 - Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “Infrabel et le remboursement d’une partie de la dotation d’exploitation 2008 ainsi que le programme d’investissements 2009” (n° 10673).
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.



27. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les informations permettant une identification des travailleurs de Securail” (n° 10456).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

28. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la suppression de la ligne Mons-Aulnoye” (n° 10538).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

29. Questions jointes :

- Question de M. Ludo Van Campenhout au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l'état d'avancement du dossier relatif à la vente de terrains du Fonds de l'infrastructure ferroviaire à Anvers” (n° 10540).

- Question de M. Bart De Wever au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la vente de terrains sur le site de Petroleum-Zuid par le Fonds de l'infrastructure ferroviaire” (n° 10574).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

30. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les retards réguliers des trains et les problèmes de correspondances en gare de La Louvière-Sud” (n° 10590).

- Question de Mme Colette Burgeon au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la réfection et la modernisation de la gare de La Louvière-centre” (n° 10626).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

Proposition de résolution (Jean-Marc Delizée, David Geerts, Colette Burgeon) relative à l'amélioration de l'accessibilité des transports en commun, n° 76/1 et 2.
(Continuation) (Rapporteur : Valérie De Bue).

Audition de :

- M. Vincent Bourlard, directeur général patrimoine de la SNCB holding;
- M. Marc Taminiaux, directeur adjoint patrimoine de la SNCB holding;
- M. Marc Descheemaeker, administrateur délégué de la SNCB;
- M. Luc Lallemand, administrateur délégué d'Infrabel.



Ont pris la parole : M. Jef Van den Bergh, Mme Valérie De Bue, M. David Geerts, Mmes Ine Somers et Linda Musin, M. David Lavaux, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers et M. François Bellot.

Prochaine réunion : lundi 9 février 2009.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ LUNDI 2 FÉVRIER 2009

1. Questions jointes :
 - Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la surprescription et la surconsommation d'antipsychotiques et d'antidépresseurs en Belgique" (n° 9552).
 - Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la consommation d'antidépresseurs" (n° 9877).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
2. Questions jointes :
 - Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les infections nosocomiales" (n° 9594).
 - Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les décès causés par une hospitalisation" (n° 10280).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
3. Questions jointes :
 - Question de M. Luk Van Biesen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la création d'un SMUR à Hal" (n° 9830).
 - Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la création d'un SMUR à Hal" (n° 10006).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
4. Question de M. Luk Van Biesen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'acquisition de rames de métro Boa par le biais de Beliris" (n° 9831).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

5. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'approvisionnement des médicaments dans les officines" (n° 9841).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



6. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “une campagne de vaccination générale contre le cancer du col de l’utérus” (n° 9929).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
7. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les dons de sang des homosexuels masculins” (n° 9964).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
8. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la consultation de prévention triennale dans le cadre du Plan national de lutte contre le cancer” (n° 9978).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
9. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la loi relative au bien-être animal modifiée en date du 11 mai 2007” (n° 10001).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
10. Question de M. Georges Dallemagne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la consommation de tabac des acteurs dans des films” (n° 10030).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
11. Questions jointes :
 - Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les remarques contenues dans le rapport annuel du Centre Dr Willy Peers” (n° 10044).
 - Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le nombre croissant d’avortements” (n° 10472).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
12. Question de M. Olivier Destrebecq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’usage de la toxine botulique ou Botox” (n° 10158).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.
13. Questions jointes :
 - Question de M. Georges Dallemagne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la poursuite de procédés utilisant de l’amiante” (n° 10165).
 - Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’annexe XVII de Reach concernant l’amiante” (n° 10182).
 - La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



14. Question de M. François Bellot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la norme encadrant le rayonnement électromagnétique des antennes GSM” (n° 10186).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

15. Question de M. François Bellot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les victimes des fauteuils responsables de brûlures très graves importés de Chine” (n° 10188).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l'étude du Centre d'expertise sur les hôpitaux de jour gériatriques” (n° 10226).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l'usage abusif et/ou incorrect de médicaments qui agissent sur les fonctions cérébrales et le comportement” (n° 10386).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la consommation de Rilatine” (n° 10384).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

➤ **MARDI 3 FÉVRIER 2009**

1. Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten) relative à la protection de la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique, n°405/1.
(Continuation) (Rapporteur : Mme Maya Detiège.)

2. Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Marie-Claire Lambert, Valérie Déom, Eric Thiébaud, André Frédéric) visant à améliorer la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs lors de leurs achats de GSM, n°1335/1.

- La commission a décidé de joindre les propositions n°s 405/1 et 1135/1.

- Le texte de la résolution n° 1335/1 servira comme texte de base pour la discussion.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Snoy et d'Oppuers et consorts, Lambert et consorts, Gerkens et Mme della Faille de Leverghem et consorts.

3. Proposition de résolution (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Herman De Croo) relative à la mise en oeuvre d'un plan d'action en ce qui concerne les affections rares et les médicaments orphelins, n°505/1.
(Continuation) (Rapporteur : Luc Goutry)



- La discussion a été poursuivie et clôturée.
- Les amendements n°s 1 à 8 ont été adoptés.
- La proposition, comme amendée, est adoptée à l'unanimité.

4. Etat des lieux des mesures relatives au tabac.
(Continuation). (Rapporteur : M. Luc Goutry).

- Un échange de vues a eu lieu.

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. Plan produits, les labels et plan air.

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie .
- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

2. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'affaire Schmidt" (n° 9994).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'impact des OGM à long terme sur la santé" (n° 10307).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le crédit d'impôt pour les travaux d'isolation énergétique des logements" (n° 10350).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la transposition de la directive 2009/101/CE" (n° 10694).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'acidification des océans et des mers" (n° 10724).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Suivi du plan fédéral de lutte contre la pauvreté.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes.
- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Marie-Martine Schyns.



8. Question de M. Maxime Prévot au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le soutien accordé aux CPAS en vue de les encourager à mener des politiques d'intégration par l'emploi" (n° 9677).
- Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.
9. Question de M. Maxime Prévot au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'évaluation de la nouvelle loi sur les garanties locatives" (n° 9678).
- Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.
10. Question de M. Maxime Prévot au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les difficultés à payer les frais scolaires" (n° 9679).
- Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.
11. Questions jointes :
- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'hébergement permanent des sans-abri" (n° 9991).
 - Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'accueil des sans-abri" (n° 10362).
- Les questions ont été intégrées à la discussion au point 7.
12. Question de M. Maxime Prévot au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'accès à la justice" (n° 10113).
- Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.
13. Questions jointes :
- Question de M. Wouter De Vriendt au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le baromètre de la pauvreté dans la politique de lutte contre la pauvreté" (n° 10609).
 - Question van de Mme Katia della Faille au secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le baromètre de la pauvreté" (n° 10776).
- Les questions ont été intégrées à la discussion au point 7.

Prochaine réunion : mardi 10 février 2009.



Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 3 FÉVRIER 2009**

1. Propositions de loi jointes :
 - Proposition de loi (Josy Arens, Clotilde Nyssens, Joseph George, Véronique Salvi, Brigitte Wiaux) visant à mieux encadrer l'utilisation des données personnelles de santé lors de la souscription d'assurance personne et à permettre l'assurabilité du risque décès des personnes exposées à un risque aggravé du fait de leur état de santé, n°823/1.
 - Proposition de loi (Katrien Partyka et consorts) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne les assurances de solde restant dû, n°1252/1.
Avis de la Commission des Assurances.
 - Proposition de loi (Sofie Staelraeve, Bart Tommelein) augmentant l'accessibilité des assurances de solde restant dû pour les personnes présentant un risque sanitaire accru, n°1764/1.

 - Exposé introductif par Mme Sofie Staelraeve.
 - Sont intervenus lors de la discussion générale: Mme Katrien Partyka, M. Joseph George, Mme Karine Lalieux, MM. Philippe Henry, Peter Logghe, Jean-Luc Crucke et Bart Laeremans.

2. Question de Mme Sophie Pécriaux à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'affiliation des accueillantes d'enfants indépendantes auprès des caisses d'assurances sociales" (n° 9902).
 - La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Question de M. Robert Van de Velde à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le Service national de congrès" (n° 10040).
 - La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la décision de l'INASTI de garder la gestion des données des travailleurs indépendants en interne" (n° 10265).
 - La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



5. Questions jointes :
- Question de M. Jean-Luc Crucke à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'incident survenu au Musée d'Art Ancien" (n° 10608).
 - Question de M. Patrick De Grootte à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dommages subis par une collection d'oeuvres d'art se trouvant dans une réserve des Musées royaux des Beaux-Arts" (n° 10688).
- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.
6. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 20 juillet 2007 modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, n° 1662/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Katrin Jadin).
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : M. Peter Logghe, Mme Karine Lalieux, MM. Philippe Henry, Jean-Luc Crucke et Joseph George, Mmes Freya Van den Bossche, Katrin Jadin et Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz et Bart Laeremans.
 - Le vice-premier ministre des Finances a répondu.
 - Des amendements ont été déposés par Mme Van den Bossche et consorts.
7. Question de M. Olivier Destrebecq au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les pompes à essence low cost" (n° 10150).
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
8. Question de M. Michel Doomst au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la direction Statistique du SPF Économie" (n° 10376).
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
9. Question de M. Michel Doomst au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'annuaire téléphonique" (n° 10377).
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
10. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'introduction d'une nouvelle carte de paiement bancaire" (n° 10397).
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
11. Question de M. Philippe Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'augmentation de l'utilisation de la carte Visa" (n° 10474).
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
12. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le droit de prêt" (n° 10663).
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. Proposition de résolution (Philippe Henry, Tinne Van der Straeten, Jean-Marc Nollet, Meyrem Almaci, Muriel Gerken, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Dalila Douifi) relative aux conclusions des auditions et débats faisant suite au rapport de la Commission "Energie 2030", n°1212/1. (Rapporteurs : MM. Willem-Frederik Schiltz et Philippe Henry).
2. Proposition de résolution (Bart Laeremans, Peter Logghe, Bruno Valkeniers, Bruno Stevenheydens, Hagen Goyvaerts, Barbara Pas, Rita De Bont) visant à adopter une politique énergétique équilibrée fondée sur l'énergie renouvelable et l'énergie nucléaire, n°1237/1. (Rapporteurs : MM. Willem-Frederik Schiltz et Philippe Henry).
3. Proposition de résolution (Daniel Bacquelaine, Olivier Hamal, Kattrin Jadin, David Clarinval, Josée Lejeune, Jean-Jacques Flahaux, Denis Ducarme) relative à l'avenir énergétique de la Belgique dans un cadre de développement durable, n°1343/1. (Rapporteurs : MM. Willem-Frederik Schiltz et Philippe Henry).

- Un débat de procédure a eu lieu. Sont intervenus : Mme Kattrin Jadin, MM. Peter Logghe, Philippe Henry, Willem-Frederik Schiltz, David Clarinval, Eric Thiébaud et Bart Laeremans.

Prochaine réunion : mardi 10 février 2009.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Mia De Schamphelaere

➤ **MARDI 3 FÉVRIER 2009**

1. Auditions sur l'évaluation de la législation sur les infractions terroristes. Personnes auditionnées :
 - M. Gilles de Kerchove, coordinateur anti-terroriste UE;
 - M. Frank Schins, procureur général de la cour d'appel de Gand;
 - M. Johan Delmulle, procureur fédéral;

- Un échange de vues a eu lieu.
2. Ordre des travaux :
 - Renvoi des propositions de loi n°s 1239, 1517 et 1706 à la sous-commission "Droit de la famille";
 - Divers.
3. Projets de loi et propositions de loi joints :
 - Projet de loi modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n°s 1285/1 et 2. Amendement de Mme Van Cauter.
 - Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n°s 1287/1 à 4.



Amendements de Mme Van Cauter et consorts, Mme Nyssens, M. Giet et consorts, M. Terwingen et M. Landuyt.

- Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Carine Lecomte, Olivier Hamal, David Clarinval, Corinne De Permentier) modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, n°790/1.
- Proposition de loi (Raf Terwingen, Els De Rammelaere, Mia De Schamphelaere, Sarah Smeyers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent, n° 1243/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).

- La discussion générale a été clôturée.
- La discussion des articles du projet de loi n° 1287 a été entamée.

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. Projets de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n°s 1285/1 et 2.
Amendement de Mme Van Cauter.
- Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n°s 1287/1 à 4.
Amendements de Mme Van Cauter et consorts, Mme Nyssens, M. Giet et consorts, M. Terwingen et M. Landuyt.
- Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Carine Lecomte, Olivier Hamal, David Clarinval, Corinne De Permentier) modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, n° 790/1.
- Proposition de loi (Raf Terwingen, Els De Rammelaere, Mia De Schamphelaere, Sarah Smeyers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent, n° 1243/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter) .

- La discussion des articles a été poursuivie et clôturée.
- Des amendements ont été déposés (au projet de loi n° 1287) par Mme Marghem et consorts, M. Landuyt et consorts.
- La commission a voté les articles des projets de loi n°s 1285 et 1287.
- Les amendements n°s 18 et 19 (au projet de loi n° 1287) et 1 (au projet de loi n° 1285) ont été adoptés.
- Une deuxième lecture des articles amendés a été demandée (art. 94, Rgt).

3. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur "l'utilisation des empreintes digitales" (n° 10379).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'éventuelle fuite d'informations des services du parquet fédéral vers le milieu de la traite organisée des êtres humains" (n° 10482).

- Le ministre de la Justice a répondu.



5. Question de Mme Barbara Pas au ministre de la Justice sur “l’agression à l’arme blanche dans une crèche à Sint-Gillis, près de Termonde” (n° 10450).
- Le ministre de la Justice a répondu.
6. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “l’assistance judiciaire pour l’établissement d’un inventaire lors d’une succession dans le cadre de la tutelle ou de l’administration provisoire” (n° 10508).
- Le ministre de la Justice a répondu.
7. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la motivation par la Cour d’assises de Gand de sa décision” (n° 10509).
- Le ministre de la Justice a répondu.
8. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “les fouilles menées à Elouges” (n° 10580).
- Le ministre de la Justice a répondu.
9. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “le comportement de M. Jean-Pierre Detremmerie vis-à-vis de Mouscron et de son club de football” (n° 10581).
- Le ministre de la Justice a répondu.
10. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la réglementation relative à la mobilité permettant aux agents de passer des services judiciaires à un service public fédéral et vice versa” (n° 10588).
- Le ministre de la Justice a répondu.
11. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “les éducateurs en prison” (n° 10639).
- Le ministre de la Justice a répondu.
12. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “les consultants en justice réparatrice” (n° 10640).
- Le ministre de la Justice a répondu.
13. Questions jointes :
 - Question de M. Ben Weyts au ministre de l’Intérieur sur “la liste des prénoms marocains autorisés” (n° 10642).
 - Question de M. Peter Logghe au ministre de l’Intérieur sur “une liste marocaine de prénoms interdits” (n° 10652).
- Le ministre de la Justice a répondu.



14. Question de Mme Carine Lecomte au ministre de la Justice sur “les honoraires des médecins de prison” (n° 10659).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Justice sur “l’âge de la population carcérale et les nécessités de réinsertion” (n° 10667).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Maxime Prévot au ministre de la Justice sur “les mesures judiciaires alternatives” (n° 10700).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “la vétusté du palais de justice de Dinant” (n° 10716).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “les violences envers les arbitres de football” (n° 10730).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “les suites du dossier Ghislenghien” (n° 10732).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la désignation des assesseurs auprès des tribunaux d’application des peines” (n° 10775).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la contribution financière de l’Etat au Fonds des Victimes” (n° 10778).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 février 2009.



Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Herman De Croo et Mme Anne Delvaux (S) et Mme Hilde Vautmans

➤ **MARDI 3 FÉVRIER 2009**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat).

Programme législatif de travail de la Commission européenne pour 2009 - "Agir dès maintenant pour une Europe meilleure"

- Exposés de MM. Jean De Ruyt, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant de la Belgique auprès de l'Union européenne, et Didier Seeuws, représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union européenne;
- Echange de vues.
- Ont pris la parole : MM. Herman De Croo, François Roelants du Vivier (S) et Bruno Tuybens, Mmes Camille Dieu, Juliette Boulet et Tinne Van der Straeten.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 3 FÉVRIER 2009**

1. Propositions de loi jointes :
 - Proposition de loi (Hans Bonte, Meryame Kitir, Peter Vanvelthoven) améliorant le statut des travailleurs intérimaires, n° 855/1.
 - Proposition de loi (Camille Dieu, Yvan Mayeur, Linda Musin) visant à améliorer les droits des travailleurs intérimaires, n° 1594/1.
 - Rapporteur : M. Maxime Prévot.
 - Exposés introductifs par Mmes Meryame Kitir et Camille Dieu.
 - La discussion générale a été entamée. Ont pris la parole : MM. Stefaan Vercamer, Georges Gilkinet, Pierre-Yves Jeholet et Maxime Prévot, Mmes Maggie De Block et Camille Dieu et M. Hans Bonte.
 - L'avis du Conseil nationale du Travail a été demandé.
2. Proposition de loi (Katia della Faille de Leverghem, Maggie De Block, Hilde Vautmans, Mathias De Clercq, Geert Versnick) modifiant la législation en vue de déssexualiser le congé de paternité, n° 1533/1
 - La jonction des propositions n° 1306 et 187 a été demandée.
 - Rapporteur : M. Hans Bonte.
 - Exposés introductifs de Mmes Katia della Faille de Leverghem, Zoé Genot et de M. Stefaan Vercamer.



- La discussion générale a été entamée. Ont pris la parole : M. Maxime Prévot, Mme Camille Dieu, MM. Pierre-Yves Jeholet et Hans Bonte, Mmes Zoé Genot, Katia della Faille et Martine De Maght.
3. Proposition de loi (Guy D'haeseleer, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Luc Sevenhans) modifiant la législation relative au crédit d'heures supplémentaires et au traitement fiscal et parafiscal des heures supplémentaires, n° 342/1.
- A la demande de l'auteur, la proposition sera jointe au projet de loi visant à mettre en œuvre l'accord interprofessionnel.
4. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'utilisation abusive, par le secteur des assurances, des titres-services comme base de calcul d'une indemnisation" (n° 10371).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.
5. Question de M. Roel Deseyn à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le paiement d'une indemnité aux personnes ayant eu un accident du travail avant 1989" (n° 10417).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.
6. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la retenue de cotisations sur les indemnités complémentaires des prépensionnés qui ont repris le travail" (n° 10515).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.
7. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "un statut social à part entière pour les accueillant(e)s d'enfants" (n° 10546).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.
8. Question de M. Raf Terwingen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'octroi du congé en cas de placement familial" (n° 10556).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.
9. Question de Mme Sophie Pécriaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'octroi du statut de chef de ménage en cas de versement d'une pension alimentaire" (n° 10605).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.
10. Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le non-respect des règles plus strictes en matière de prépension" (n° 10665).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.



11. Questions jointes :
- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la prime de 75 euros pour les parents isolés qui acceptent un emploi" (n° 10687).
 - Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'instauration d'une prime mensuelle de 75 euros pour les personnes isolées qui reprennent une activité professionnelle" (n° 10701).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.
12. Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'octroi de la prime de fin d'année à certains travailleurs" (n° 10696).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.
13. Questions jointes :
- Question de M. Eric Thiébaud à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la décision de Dexia de supprimer 900 emplois en 2009" (n° 10708).
 - Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'annonce de la suppression de 900 emplois chez Dexia" (n° 10715).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.
14. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'attitude de l'ONSS par rapport aux lourds soupçons de fraude fiscale dans le chef de la BBL de 1967 à 1997" (n° 10710).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.
15. Questions jointes :
- Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'élargissement des titres-service à l'accueil de l'enfance" (n° 10711).
 - Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "l'élargissement des titres-service à l'accueil d'enfants" (n° 10714).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.
16. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "le suivi donné au rapport de la Cour des comptes relativement au non-respect par les employeurs de leur obligation d'engager des jeunes" (n° 10712).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.
17. Question de M. Jef Van den Bergh à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les contrats avec l'académie de football" (n° 10718).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances a répondu.



18. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la question de la garde dormante" (n° 10719).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 février 2009.

Commission d'enquête "séparation des pouvoirs"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER SI LE RESPECT DE LA CONSTITUTION, EN PARTICULIER LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, ET DES LOIS A ÉTÉ OBSERVÉ DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ENTAMÉES À L'ENCONTRE DE LA S.A. FORTIS

Président : M. Bart Tommelein

➤ **MARDI 3 FÉVRIER 2009**

Présentation du rapport des experts.

(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt, Pierre-Yves Jeholet et Mme Karine Lalieux).

- Les experts, MM. Adrien Masset, Jean-François Van Drooghenbroeck, Jean Dujardin et Frans Vanistendael ont commenté leur rapport.

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

Discussion du rapport des experts.

(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt, Pierre-Yves Jeholet et Mme Karine Lalieux).

- Les membres ont exposé leur point de vue.

- Les experts se concerteront sur la continuation de leur mission.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. Echange de vues sur le rapport annuel 2006-2007 du Conseil d'Etat avec :

- M. R. Andersen, premier président;

- Mme M.- R. Bracke, présidente;

- M. Ph. Bouvier, auditeur général;

- M. P. De Wolf, auditeur général adjoint.

- La présentation du rapport annuel par les chefs de corps a été suivie d'une discussion à laquelle MM. Filip De Man, Michel Doomst, Josy Arens et Mme Leen Dierick ont participé.



2. Question de M. François Bellot au ministre de l'Intérieur sur "les intentions de permettre au personnel de la SNCB de dresser des procès-verbaux débouchant sur des amendes administratives" (n° 10187).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
3. Question de Mme Ine Somers au ministre de l'Intérieur sur "l'inscription de détenus au registre de la population" (n° 10287).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
4. Question de M. David Geerts au ministre de l'Intérieur sur "les informations permettant une identification des travailleurs de Securail" (n° 10457).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
5. Questions jointes :
 - Question de M. Denis Ducarme au ministre de l'Intérieur sur "les assassinats d'enfants survenus au sein d'une crèche de Termonde" (n° 10469).
 - Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la tragédie à Termonde" (n° 10516).
 - Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "la sécurisation des écoles et des crèches" (n° 10520).
 - Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le plan d'action tendant à sécuriser les crèches" (n° 10521).
 - Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "la sécurité dans les crèches" (n° 10527).
 - Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "l'accompagnement psychologique des services de secours suite au drame de Termonde" (n° 10552).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
6. Question de M. Georges Gilkinet au ministre de l'Intérieur sur "la situation au sein de la zone de police de Jemeppe-sur-Sambre" (n° 10494).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
7. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les fonds 'sommets européens'" (n° 10504).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
8. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la répartition des demandes d'avis entre les chambres du Conseil d'État conformément à la loi du 15 septembre 2006" (n° 10506).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



9. Questions jointes :
- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "les postes avancés en Hainaut" (n° 10532).
 - Question de M. Eric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "des rumeurs de suppression du poste avancé de Basècles dans le cadre de la réforme des services de secours" (n° 10595).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
10. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les radioscopies effectuées par la police fédérale" (n° 10523).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
11. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le nombre de volontaires au sein des services d'incendie" (n° 10524).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
12. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de l'Intérieur sur "le service d'incendie de la ville de Saint-Ghislain" (n° 10537).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
13. Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "la répartition des dotations de la police fédérale" (n° 10570).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
14. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "l'explosion dans une usine chimique à Mouscron" (n° 10582).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
15. Question de M. Eric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "la suppression de la formation en vue de l'obtention du brevet de sapeur-pompier des candidats cadets (- 18 ans)" (n° 10594).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
16. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "la grève des chauffeurs des TEC La Louvière" (n° 10604).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
17. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "le résultat des examens aux fonctions dirigeantes ou exécutives dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage"(n° 10614).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



18. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "la réglementation relative à l'obtention du brevet de direction requis pour la promotion au grade de commissaire de police en chef" (n° 10629).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
19. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "le corps d'intervention" (n° 10644).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
20. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "l'étude sur les drogues" (n° 10645).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
21. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "les temps d'intervention de la police et des services d'incendie" (n° 10646).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
22. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de l'Intérieur sur "les zones de police" (n° 10647).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
23. Question de M. André Frédéric au ministre de l'Intérieur sur "le financement des services incendies" (n° 10649).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
24. Question de M. André Frédéric au ministre de l'Intérieur sur "l'évaluation de la réforme de la police" (n° 10657).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
25. Questions jointes :
 - Question de M. Georges Dallemagne au ministre de l'Intérieur sur "les procédures disciplinaires en cours contre le chef de corps de la zone de Bruxelles-Capitale-Ixelles" (n° 10699).
 - Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "le départ volontaire de M. Closset et le blâme infligé à M. Van Wymersch" (n° 10741).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.
26. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de l'Intérieur sur "le Fonds des amendes" (n° 10705).
- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



27. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des pharmaciens" (n° 10723).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de l'Intérieur sur "la coopération transfrontalière en matière d'aide adéquate la plus rapide pour l'intervention des services de secours" (n° 10734).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Georges Gilkinet au ministre de l'Intérieur sur "les incendies à répétition au camping du lac du Bambois" (n° 10793).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 11 février 2009.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. L'accord sectoriel - Echange de vues avec le ministre de la Défense.

- Réponses du ministre.

(Continuation). - Rapporteur : Mme Brigitte Wiaux.

- Le ministre de la Défense a répondu aux questions qui avaient été posées lors de la réunion précédente.

- Sont également intervenus : MM. André Flahaut et David Geerts et Mmes Brigitte Wiaux et Hilde Vautmans.

2. Projet de loi modifiant diverses lois relatives au statut des militaires, n°1742/1.

- Rapporteur : Mme Brigitte Wiaux.

- Exposé introductif par le ministre de la Défense.

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.

- Sont intervenus : MM. André Flahaut, Geert Versnick, Jean-Luc Crucke et Mme Brigitte Wiaux.

- Le projet de loi et les annexes A et B ont été adoptés à l'unanimité.



3. Questions jointes :
 - Question de M. Geert Versnick au ministre de la Défense sur “le caractère opérationnel des avions sans pilote” (n° 9974).
 - Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “l’utilisation d’avions sans pilote au-dessus de la mer du Nord” (n° 10239).

 - Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “la surveillance des aéroports” (n° 10193).
 - Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “les jumelles diurnes et nocturnes utilisées par nos forces armées” (n° 10194).
 - Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Défense sur “la structure provinciale de la Défense” (n° 10637).
 - Le ministre de la Défense a répondu.

7. Questions jointes :
 - Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “la lutte contre les trafiquants de drogue et les pertes civiles en Afghanistan (ISAF-OTAN)” (n° 10686).
 - Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur “le permis de traquer les narcotrafiquants” (n° 10729).
 - Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la lutte contre les trafiquants de drogues en Afghanistan et les pertes de vies civiles” (n° 10766).

 - Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur “l’aide de l’armée belge à la marche pour l’unité de la Belgique” (n° 10706).
 - Le ministre de la Défense a répondu.

9. Questions jointes :
 - Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur “l’évolution de la stratégie en Afghanistan” (n° 10725).
 - Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la demande éventuelle de déployer plus de troupes européennes en Afghanistan” (n° 10745).
 - Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’évolution de la disponibilité de la Défense pour l’Afghanistan” (n° 10765).

 - Le ministre de la Défense a répondu.



10. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “le solde des factures impayées au 31/12/2008” (n° 10768).
- Le ministre de la Défense a répondu.
11. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “les intérêts de retard au 31/12/2008” (n° 10769).
- Le ministre de la Défense a répondu.
12. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’affectation des 6 millions d’euros provenant du service de restauration et d’hôtellerie de la Défense” (n° 10770).
- Le ministre de la Défense a répondu.
13. Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “un incident rencontré par nos forces spéciales au Tchad dans le cadre d’une patrouille à la frontière soudanaise” (n° 10779).
- Le ministre de la Défense a répondu.

Sous-commission “Droit de la famille”

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

Président : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. Proposition de loi (Els De Rammelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne le lieu du mariage, n°1239/1.
- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Exposé introductif de M. Raf Terwingen.
- La discussion a été entamée.
2. Propositions de loi jointes :
- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°1517/1.
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°1706/1.
- Rapporteur : Mme Marie-Christine Marghem.
- Exposé introductif des auteurs.
- La discussion a été entamée.

Prochaine réunion : mercredi 11 février 2009.



Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : Mme Hilde Vautmans

➤ **MERCREDI 4 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants : convention relative aux droits des personnes handicapées, protocole facultatif se rapportant à la convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptés à New York le 13 décembre 2006 - Transmis par le Sénat, n°1752/1.
 - Affaire sans rapport.
 - Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 31 mai 2006 - Transmis par le Sénat, n° 1773/1.
 - Rapporteur : M. Georges Dallemagne.
 - La discussion a eu lieu. Est intervenu : M. Georges Dallemagne.
 - Le projet de loi a été adopté par 9 voix contre 1.

3. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Bosnie Herzégovine, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 16 juin 2008 - Transmis par le Sénat, n° 1774/1.
 - Affaire sans rapport.
 - Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

4. Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les droits de l'homme en Iran et la situation de madame Shirin Ebadi" (n° 10475).
 - Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

5. Questions jointes :
 - Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation en République démocratique du Congo" (n° 10334).
 - Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'arrestation de Laurent Nkunda" (n° 10442).
 - Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la normalisation des relations entre la Belgique et le Congo" (n° 10443).
 - Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les derniers événements en RDC et plus particulièrement à l'est" (n° 10772).
 - Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation dans l'est du Congo" (n° 10490).



- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la normalisation des relations entre la Belgique et la RDC" (n° 10491).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la stratégie de bouclier humain mise en place par le Hamas" (n° 9937).

- Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les informations relatives à la fourniture de roquettes et de missiles au Hamas par l'Iran" (n° 9961).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 11 février 2009.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➤ JEUDI 5 FEVRIER 2009, APRES-MIDI (081)

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi abrogeant la loi du 11 avril 1936 permettant au gouvernement d'interdire l'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, n^{os} 1284/1 à 4.

Le projet de loi (n° 1284) est adopté par 141 voix contre 1

2. - Projet de loi modifiant l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 1695/1.
- Proposition de loi (M. Jean Cornil et Mmes Linda Musin et Karine Lalieux) insérant un article 10quater dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en vue de suppléer, dans le cadre de la procédure de regroupement familial, à l'impossibilité de se procurer un acte de l'état civil et complétant l'article 628 du Code judiciaire, n° 1103/1.

Le projet de loi (n° 1695) est adopté par 113 voix contre 28

3. Proposition de résolution (Mmes Hilde Vautmans, Maya Detiège et Nathalie Muylle, MM. Christian Brotcorne et François-Xavier de Donnea, Mme Juliette Boulet, M. Wouter De Vriendt, Mmes Ulla Werbrouck et Karine Lalieux et M. Daniel Ducarme) relative à la campagne contre le « repassage des seins » dans les pays en développement, n^{os} 743/1 et 2.

La proposition de résolution (n° 743) est adoptée à l'unanimité des 141 votants



4. Proposition de résolution (Hilde Vautmans, Georges Dallemagne, André Flahaut, Maya Detiège, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Nathalie Muylle, Peter Luykx, Martine De Maght, Xavier Baeselen) relative aux féminicides en Amérique centrale et au Mexique, n° 1677/1.

La proposition de résolution (n° 1677) est adoptée à l'unanimité des 141 votants

QUESTIONS ORALES

Efforts consentis au niveau fédéral pour le sauvetage d'Opel Anvers

Questions jointes de :

- M. Bruno Valkeniers (VB) (n° P0784)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) au premier ministre (n° P0785)

Réintégration d'un évêque négationniste

Question de :

M. Georges Dallemagne (cdH) au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères (n° P0794)

Secret bancaire – Levée du secret bancaire

Questions jointes de :

- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) (n° P0786)
- M. Guy Coëme (PS) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0787)

Récente note du service d'étude des Finances et la surestimation des recettes

Questions jointes de :

- M. Hagen Goyvaerts (VB) (n° P0788)
- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P0789)
- M. Peter Vanvelthoven (sp.a) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0790)



L'indemnisation par le Fonds amiante des personnes atteintes de maladies de l'amiante

Questions jointes de :

- Mme Lieve Van Daele (CD&V) (n° P0791)
- M. Jean-Jacques Flahaux (MR) (n° P0792)
- Mme Yolande Avontroodt (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0809)

Accord conclu entre l'Asbl Healthcare Belgium et un organisme d'assurance maladie du Moyen-Orient

Question de :

M. Jo Vandeurzen (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0793)

La communication entre l'appareil judiciaire et l'Office des Etrangers concernant des procédures judiciaires

Questions jointes de :

- M. Bart Laeremans (VB) (n° P0797)
- Mme Carina Van Cauter (Open Vld) (n° P0798)
- M. Renaat Landuyt (sp.a) (n° P0799)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P0800)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) au ministre de la Justice (n° P0801)

Création de tribunaux de la famille

Question de :

M. Raf Terwingen (CD&V) au ministre de la Justice (n° P0802)

L'extension du chômage économique

Questions jointes de :

- Mme Camille Dieu (PS) au premier ministre (n° P0783)
- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0795)
- M. Pierre-Yves Jeholet (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0796)



Les producteurs belges de biocarburants en difficulté

Questions jointes de :

- M. David Clarinval (MR) (n° P0803)
- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Energie (n° P0804)

L'approche de la question des enfants soldats

Question de :

Mme Hilde Vautmans (Open Vld) au ministre de la Coopération au développement (n° P0805)

La communication entre l'appareil judiciaire et l'Office des Etrangers concernant des procédures judiciaires

Questions jointes de :

- M. Michel Doomst (CD&V) (n° P0806)
- M. Filip De Man (VB) à la ministre de la Politique de migration et d'asile (n° P0807)

L'enfermement d'enfants

Question de :

Mme Clotilde Nyssens (cdH) à la ministre de la Politique de migration et d'asile (n° P0808)

CONSEIL D'ETAT – PRESENTATION D'UN CONSEILLER D'ETAT FRANCOPHONE

La liste de trois candidats présentée par le Conseil d'État pour la place de conseiller d'État francophone a été communiquée aux parlementaires au cours de la séance plénière du 8 janvier 2009.

M. Luc Detroux, premier auditeur au Conseil d'État;
M. Benoît Cuvelier, premier auditeur au Conseil d'État;
M. David De Roy, référendaire près la Cour de cassation, chercheur au Centre de Recherches Informatique et Droit de la Faculté de Droit (FUNDP).



Étant donné que la présentation n'était pas unanime, la Chambre des représentants pouvait, conformément à l'article 70, § 1er, alinéa 7, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, dans un délai ne pouvant dépasser trente jours à compter de la réception de la présentation, soit confirmer la liste présentée par le Conseil d'État, soit présenter une autre liste de trois noms.

Vu qu'il n'y a pas d'observation, la liste présentée par le Conseil d'État est considérée comme adoptée par la Chambre.

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur « la transposition en droit belge de la directive sur la libéralisation du marché postal » (n° 256)
(développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 26 janvier 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 256/001)

- une motion de recommandation par Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Ine Somers (Open Vld) et Jean-Luc Crucke (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 86 voix contre 52 et 3 abstentions

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!) au ministre du Climat et de l'Énergie sur « la hausse des tarifs de distribution » (n° 260)
(développées en réunion publique de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 27 janvier 2009)



Deux motions ont été déposées (MOT 52 260/001)

- une motion de recommandation par Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!) et Philippe Henry (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par Karine Lalieux (PS) et Jean-Luc Crucke (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 87 voix contre 52 et 3 abstentions

3. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Sarah Smeyers (N-VA) au ministre de la Justice sur « le traitement des dossiers de naturalisation par le parquet » (n° 266)
- M. Jan Mortelmans (VB) au ministre de la Justice sur « la loi instaurant une procédure accélérée de naturalisation en général et le traitement des dossiers de naturalisation par les parquets en particulier » (n° 267)
(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 27 janvier 2009)

Trois motions ont été déposées (MOT 52 266/001)

- une motion de recommandation par Jan Mortelmans (VB) et Bert Schoofs (VB)
- une motion de recommandation par Sarah Smeyers (N-VA)
- une motion pure et simple par Carina Van Cauter (Open Vld) et Raf Terwingen (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 88 voix contre 51 et 2 abstentions

4. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Ben Weyts (N-VA) au ministre de l'Intérieur sur « l'organisation des élections flamandes et européennes et le point de vue du gouvernement flamand en ce qui concerne l'absence d'intervention contre les bourgmestres qui les boycottent » (n° 258)
- M. Bart Laeremans (VB) au ministre de l'Intérieur sur « l'organisation des élections européennes et régionales » (n° 270)
(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 27 janvier 2009)

Trois motions ont été déposées (MOT 52 258/001)

- une motion de recommandation par Linda Vissers (VB) et Bart Laeremans (VB)
- une motion de recommandation par Ben Weyts (N-VA)
- une motion pure et simple par Jacqueline Galant (MR), Josy Arens (cdH), Xavier Baeselen (MR), André Frédéric (PS) et Sofie Staelraeve (Open vld)

La motion pure et simple est adoptée par 87 voix contre 52 et 2 abstentions

5. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Filip De Man (VB) au ministre de l'Intérieur sur « la dotation de la police fédérale » (n° 264)
(développées en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 27 janvier 2009)



Deux motions ont été déposées (MOT 52 264/001)

- une motion de recommandation par Linda Vissers (VB), Filip De Man (VB) et Bruno Stevenheydens (VB)
- une motion pure et simple par Denis Ducarme (MR) et André Frédéric (PS)

La motion pure et simple est adoptée par 88 voix contre 50 et 2 abstentions

6. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Patrick De Grootte (N-VA) au ministre de la Défense sur « l'utilisation d'un avion militaire par un sénateur » (n° 262)
- M. David Geerts (sp.a) au ministre de la Défense sur « l'utilisation d'un avion militaire par un sénateur » (n° 263)
(développées en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 28 janvier 2009)

Trois motions ont été déposées (MOT 52 262/001)

- une motion de recommandation par Patrick De Grootte (N-VA)
- une motion de recommandation par David Geerts (sp.a)
- une motion pure et simple par Brigitte Wiaux (cdH) et Ingrid Claes (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 83 voix contre 54 et 3 abstentions





RELATIONS INTERNATIONALES

LUNDI, 26 JANVIER 2009

VISITE DE MME SANDRA ROELOFS, PREMIÈRE DAME DE GÉORGIE

Le lundi 26 janvier 2009, Mme Hilde Vautmans, présidente de la Commission des Relations extérieures et membre du Comité exécutif du Forum parlementaire inter-européen sur la Population et le Développement, a reçu Mme Sandra Roelofs, épouse du président de la Géorgie, M. Mikheil Saakashvili.

Mme Roelofs a longuement présenté l'action qu'elle mène en Géorgie dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Son intérêt pour les OMD remonte à une dizaine d'années, à l'époque de son arrivée en Géorgie. Elle avait alors été frappée de constater à quel point le pays restait confronté à son héritage soviétique : la méfiance y était grande à l'égard des moyens contraceptifs et l'avortement était considéré comme le moyen par excellence pour limiter le nombre des naissances.

Mme Roelofs s'est donnée pour tâche de faire fournir aux femmes géorgiennes toutes les informations sur la limitation des naissances, sans pour autant s'immiscer dans des débats éthiques. En définitive, il appartient à chaque femme de décider à titre individuel des décisions à prendre en matière de procréation, sans tutelle des autorités.

L'assurance maladie est un autre sujet qui tient à coeur à Mme Roelofs: 30% seulement des femmes géorgiennes sont actuellement couvertes par une telle assurance. Nombreuses sont dès lors celles qui renoncent à se faire accompagner médicalement ou à se faire assister pendant leur grossesse ou encore à se soumettre à des examens de dépistage du cancer du sein ou du col de l'utérus.

Mme Roelofs a indiqué que si son programme est d'ores et déjà couronné de succès, il est encore loin d'être achevé. La Géorgie a la ferme ambition de devenir une nation fondée sur le modèle occidental, également dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie; à son estime, un bon système de soins de santé est indispensable dans un État démocratique.

M. George Tsereteli, vice-président du Parlement de Géorgie et membre du Comité exécutif du Forum parlementaire inter-européen sur la Population et le Développement, a confirmé les propos de Mme Roelofs: malgré l'agression de la Russie, la Géorgie poursuit sa marche pour rejoindre l'Ouest. Elle souhaite adhérer à l'Union européenne, un objectif qu'elle prend très au sérieux. Pour cela, elle devra bien sûr encore accomplir des progrès sur le plan de la démocratisation et c'est pourquoi l'appui des pays démocratiques lui est si nécessaire.



JEUDI, 29 JANVIER 2009

MISSION DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS À AUSCHWITZ ET BIRKENAU

Dans le cadre des activités de l'Institut des Vétérans - Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre, le ministre de la Défense a invité d'anciens combattants, des jeunes de tous horizons et des membres du Parlement à une visite à Auschwitz et Birkenau le 29 janvier 2009.

La mission de la Chambre était composée de Mmes Ingrid Claes, Nathalie Muylle, Katia della Faille de Leverghem, Brigitte Wiaux, Véronique Salvi, Hilde Vautmans, MM. Jean-Luc Crucke, David Geerts et Dirk Vijnck.

Une visite guidée du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz a d'abord été organisée.

Cette visite a permis d'observer les conditions dans lesquelles les victimes des camps étaient détenues, comment elles ont été exterminées, et les preuves encore tangibles de la shoah. Il fut insisté, entre autres, sur le nombre de victimes et sur la manière dont elles furent désignées et exécutées.

Le ministre a rendu hommage aux victimes des camps devant le mur qui a servi à l'exécution de si nombreux prisonniers.

La mission a pu rendre visite au pavillon belge restauré. Ce pavillon abrite des documents d'une valeur historique éminente. Des preuves de faits de délation et de collaboration avec l'autorité occupante y sont exposées.

Le camp de Birkenau figurait également au programme de la mission. Les membres de la mission ont pu constater les conditions dans lesquelles les détenus se voyaient d'abord dépouillés de leurs biens, comment ensuite leurs geôliers leur ôtaient toute dignité et enfin les circonstances dans lesquelles ces prisonniers attendaient une mort certaine.

Un hommage aux victimes de ce camp a également été organisé par le ministre.

Une exposition était organisée au camp de Birkenau en hommage aux victimes. Celle-ci s'est concentrée sur la collecte et la présentation de photographies de victimes des camps, capturées dans leur vie quotidienne avant qu'elles ne soient exterminées. Ces clichés de la vie quotidienne étaient mis en perspective avec les images de ces victimes prises par les responsables des camps.



PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 52 0001/006 DU 26 JANVIER 2009

Liste des membres de la Chambre et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés (état au 26 janvier 2009)

- 52 1786/001 DU 3 FÉVRIER 2009

Projet de loi portant des dispositions diverses (I)

Bulletins des questions et réponses :

- 50/042 DU 24 NOVEMBRE 2008

Questions et réponses écrites

- 50/046 DU 20 JANVIER 2009

Questions et réponses écrites





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.

➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 6 FEVRIER 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 6 février 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

RÉDUCTION SUR LA FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Attribution d'une réduction de 30 euros sur la facture d'électricité.

Sur proposition de M. Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Energie, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à l'attribution d'une réduction sur la facture d'électricité.

Dans le cadre du plan de relance, il a été décidé d'accorder une réduction unique de 30 euros sur la facture d'électricité de tous les consommateurs résidentiels, pendant le premier semestre de 2009.

Le projet apporte les dispositions suivantes :

- Les fournisseurs devront reproduire sur la facture d'électricité le message suivant : "Cette allocation forfaitaire de 30 euros sur votre consommation d'électricité vous est accordée par l'autorité fédérale dans le cadre du plan de relance économique" ;
- les fournisseurs et les gestionnaires de réseau de distribution pourront récupérer les frais liés à l'application de cette réduction ;
- les fournisseurs ou gestionnaires de réseau pourront introduire toutes les deux semaines une demande de remboursement auprès du SPF Economie par le biais d'un formulaire modèle.



FEDASIL

850 nouvelles places d'accueil pour les demandeurs d'asile.

Sur proposition de Mme Marie Arena, ministre de l'Intégration sociale, le Conseil des ministres a confirmé la décision du cabinet ministériel restreint du 16 janvier 2009 d'allouer à l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil), un budget de 5 millions d'euros pour la création de 850 nouvelles places d'accueil pour une durée de six mois.

Outre la hausse des entrées, le réseau d'accueil connaît un ralentissement des sorties lié notamment à la réforme de la procédure d'asile et à la suppression de la phase de recevabilité. L'augmentation de la capacité d'accueil est également nécessaire pour faire face à la durée relativement importante de traitement d'une demande d'asile et au nombre de personnes toujours en recours au Conseil d'Etat.



ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0275 Intérieur**

Interpellation de M. Jan JAMBON au premier ministre sur « le nouvel accord concernant Fortis ».

➤ **0276 Intérieur**

Interpellation de M. Claude EERDEKENS au ministre de l'Intérieur sur « la réforme des services de secours en Province de Namur ».

➤ **0277 Intérieur**

Interpellation de M. Ben WEYTS au ministre de l'Intérieur sur « les déclarations de la Commission européenne concernant le boycott des prochaines élections européennes par un certain nombre de bourgmestres flamands ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET
COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





ADDENDA





AGENDA DES SEANCES PLENIERES ET DES REUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

**TABLEAU DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN**

Mise à jour au 10 février 2009

Proposition : initiative parlementaire
 Projet : initiative du gouvernement ou proposition adoptée par la Chambre ou le Sénat
 C : Chambre
 S : Sénat
 CIR : Code des impôts sur les revenus
 UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
 CONST : Constitution

(1) La procédure législative est déterminée par les matières dont la Constitution attribue la compétence respectivement à la Chambre et au Sénat

- CONST, art. 74 : matières de la compétence de la Chambre des représentants seule ;
- CONST, art. 77 : matières de la compétence de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- CONST, art. 78 : matières de la compétence de la Chambre des représentants, mais pour lesquelles le Sénat dispose d'un droit d'évocation ;
- CONST, art. 81 : si le Sénat, en vertu de son droit d'initiative, adopte une proposition de loi dans les matières visées à l'art. 78, le projet de loi est transmis à la Chambre.

(2) Les projets de loi qui n'ont plus été examinés en commission depuis deux mois ne figurent pas au présent tableau.

(3) Ces projets et propositions de loi sont en attente de promulgation. Ils réapparaîtront au présent tableau lors de leur publication au Moniteur belge.

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>UEBL République de Madagascar – Investissements S 1819/1-2005/2006 C 2741/1-2006/2007</p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	77	<p>A – en commission le 21.11.06</p> <p>A – en séance plénière le 07.12.06</p>	<p>A – en séance plénière le 09.11.06</p>	<p>Loi du 08.02.07 M.B. 19.11.08</p>
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Azerbaïdjan – Matière douanière assistance administrative mutuelle S 1926/1-2006/2007 C 2910/1-2006/2007</p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	77	<p>A – en commission le 14.02.07</p> <p>A – en séance plénière le 01.03.07</p>	<p>A – en séance plénière le 08.02.07</p>	<p>Loi du 21.04.07 M.B. 17.11.08</p>
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Rwanda – Convention générale coopération au développement S 1928/1-2006/2007 C 2912/1-2006/2007</p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	77	<p>A – en commission le 14.02.07</p> <p>A – en séance plénière le 01.03.07</p>	<p>A – en séance plénière le 08.02.07</p>	<p>Loi du 21.04.07 M.B. 02.12.08</p>
<p>Proposition</p> <p>Grands dossiers de fraude fiscale - Commission d'enquête C 0034/1-0000/2007</p> <p><i>Finances</i></p>		<p>A – en commission le 19.03.08</p> <p>A – en séance plénière le 10.04.08</p>	-	-
<p>Proposition de loi</p> <p>Intégration sociale – Revenu d'intégration - Cohabitants C 0051/1-0000/2007</p> <p><i>Santé publique</i></p>	78	<p>D – en commission les 22.01, 29.01, 28.05, 22.10</p> <p>D – en séance plénière le 23.10.08</p>		

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre Proposition de résolution		D – en commission le 12.01.09		
Transports en commun – Personnes à mobilité réduite – Accessibilité C 0076/1-0000/2007 <i>Infrastructure</i>		A – en commission le 14.07.08 <i>Rapport adopté le</i> 23.10.08 A – en séance plénière le 06.11.08 <i>Projet amendé par le</i> <i>Sénat</i>	AM – en séance plénière le 18.12.08	
Continuité des entreprises - Concordat C 0160/1-0000/2007 Continuité des entreprises – Concordat C 1692/1-2008/2009 <i>Droit commercial</i>	78 77	A – en commission le 13.01.09 A – en séance plénière le 15.01.09		
Proposition Article 22bis de la Constitution – Droits de l'enfant C 0175/1-2007/2008 <i>Révision de la Constitution</i>	77	A – en commission le 20.05.08 A – en séance plénière le 05.06.08	A – en séance plénière le 27.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
OBJET DATE DÉPÔT : Proposition de résolution Pays du sud – Annulation de la dette C 0297/1-2007/2008 C 30.10.2007 Groupe de travail « Propositions de résolution » Propositions de loi (jointes)		D – en commission le 03.03.08 Renvoyée en commission le 13.01.09	-	-
Guerre 1940-1945 – Victimes civiles – Pensions de dédommagement T C 0301/1-2007/2008 C 30.10.2007 Guerre 1940-1945 – Victimes civiles – pension dédommagement – Nat. Belge C 1626/1-2008/2009 C 28.11.2008 Santé publique	78 78	D – en commission le 08.12.08		
Proposition de résolution Pollution électromagnétique – Systèmes sans fil C 0405/1-2007/2008 C 21.11.2007 Santé publique		D – en commission les 22.01.08, 26.02.08, 06.01.09 et 03.02.09	-	-
Proposition de résolution Philippines – Droits de l'homme C 0484/1-2007/2008 C 29.11.2007 Groupe de travail « propositions de résolution » Proposition de résolution		D – en commission le 13.01.09		
Affections rares – Médicaments orphelins C 0505/1-2007/2008 C 05.12.2007 Santé publique		A – en commission le 03.02.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	DATE DÉPÔT :			
Propositions de loi (jointes)		A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 11.12.08	A – en séance plénière le 18.12.08	Loi du 24.12.08 M.B. 31.12.08
Déduction habitation propre et unique C 0555/1-2007/2008 Habitation unique emprunt hypothécaire déduction fiscale imputation C 1181/1-2007/2008	78 78			
<i>Finances</i>		D – en commission le 12.01.09		
Cyclomoteurs – Plaques d'immatriculation C 0643/1-2007/2008	78			
<i>Infrastructure</i>		D – en commission le 26.11.08		
Preneur d'assurance état de santé données pertinentes C 0745/1-2007/2008	78			
<i>Economie</i>		D – en commission le 26.11.08		
Contrat d'assurance terrestre – Critères de segmentation – Clarification C 0746/1-2007/2008	78			
<i>Economie</i>		D – en commission le 26.11.08		
Assurance automobile prix accessible pour jeunes et personnes âgées C 0748/1-2007/2008 Jeunes conducteurs – Assurance automobile C 1054/1-2007/2008	78 78			
<i>Economie</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		D – en commission le 13.01.09		
Proposition de résolution Organisation mondiale de la santé – Taiwan – Statut d'observateur C 0755/1-2007/2008				
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i> Propositions de loi (jointes)				
Crédit à la consommation et hypothécaire – Publicité C 0793/1-2007/2008 C 12.02.2008 Crédit à la consommation – Publicités abusives C 0328/1-2007/2008 C 06.11.2007 Crédits à consommation – Transparence consommateur – Surendettement C 1538/1-2008/2009 C 04.11.2008	78 78 78	D – en commission les 04.03, 27.05, 24.06 et 19.11.08		
<i>Economie</i>				
Proposition de loi Assurance personne risque décès – Utilisation données pers. de santé C 0823/1-2007/2008 C 14.02.2008	78	D – en commission les 06.05, 13.05, 26.11.08 et 03.02.09		
<i>Economie</i>				
Proposition de résolution Rép. Pop. Chine – Trafics d'org. Hum. – Camps d'extern. – Enquête internationale C 0841/1-2007/2008 C 18.02.2008		D – en commission le 13.01.09		
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i> Propositions de loi (jointes)				
Honoraires et frais d'avocat – Répétibilité C 0930/1-2007/2008 C 05.03.2008	78	A – en commission les 22.10.08 A – en séance plénière le 27.11.08	Projet non évoqué	Loi du 22.12.08 M.S. 12.01.09
<i>Justice</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Proposition de résolution Participation belge à la mission de l'Otan en Afghanistan C 0990/1-2007/2008		A – en commission le 09.07.08 <i>Renvoyée en commission par la séance plénière du 23.10.08</i> D – en commission le 12.11.08	-	-
<i>Défense nationale</i> Proposition de loi Opposition au mariage – Abrogation C 1026/1-2007/2008	78	<i>Droit de la famille :</i> D – en commission le 02.07.08 <i>Justice :</i> A – en commission le 07.10.08 <i>Renvoyée en commission par la séance plénière du 23.10.08</i> A – en commission le 25.11.08 A – en séance plénière le 08.01.09 D – en commission le 13.01.09	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Sous-commission « Droit de la Famille » Justice</i> Proposition de loi Personnes handicapées – Revenus du conjoint ou du cohabitant C 1041/1-2007/2008 <i>Affaires sociales</i>	78			

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Proposition de loi		D – en commission les 20.05 et 04.11.08		
Conseil supérieur de la Justice – Membres du bureau – Statut juridique C 1093/1-2007/2008	77			
<i>Justice</i>				
Proposition de résolution		D – en commission le 13.01.09		
Union européenne – Chine – Maintien de l'embargo C 1121/1-2007/2008				
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>				
Propositions de loi (jointes)				
Personnes morales de droit public – Responsabilité pénale C 1146/1-2007/2008	78	D – en commission les 13.05, 04.06, 11.06, 07.10, 04.11.08 et 20.01.09		
Faute pénale et civile - Dualité C 1170/1-2007/2008	78			
Responsabilités civile et pénale – Unité de fautes C 0120/1-0000/2007	78			
<i>Justice</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 04.06.08	A – en séance plénière le 08.05.08	Loi du 15.07.08 M.B. 11.12.08
Singapour – Double imposition – Evasion fiscale S 0638/1-2007/2008 C 1155/1-2007/2008				
<i>Relations extérieures</i>				
Proposition de résolution		A – en séance plénière le 19.06.08		
Afrique du sud – Plaasmoorde C 1169/1-2007/2008	77			
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>				
Proposition de résolution		D – en commission le 13.01.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi Habitation unique emprunt hypothécaire déduction fiscale imputation C 1181/1-2007/2008 <i>Finances</i>	78	A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 11.12.08	A – en séance plénière le 18.12.08	Loi du 24.12.08 M.B. 31.12.08
Projet de loi (transmis par le Sénat) Médecins spécialistes – Commission d'agrégation S 0167/1-0000/2007 C 1187/1-2007/2008 <i>Santé publique</i>	78	A – en commission le 04.11.08 A – en séance plénière le 20.11.08	A – en séance plénière le 22.05.08	Loi du 10.12.08 M.B. 09.01.09
Propositions de résolution (jointes) Crise alimentaire mondiale – Lutte contre la faim – biocarburants C 1197/1-2007/2008 Union européenne – Politique agricole commune – Sécurité alimentaire C 1256/1-2007/2008 Crise alimentaire mondiale – Rôle de la Belgique C 1266/1-2007/2008 Crise alimentaire mondiale C 1275/1-2007/2008 <i>Groupe de travail « Propositions de résolution »</i>		D – en commission les 08.07, 10.07.08, 13.01.09, 21.01 et 28.01.09		
Projet de loi Budget de l'Etat – Règlement définitif C 1207/1-2007/2008 <i>Finances</i>	74	A – en commission le 22.10.08 A – en séance plénière le 13.11.08	-	Loi du 21.11.08 M.B. 15.12.08

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Propositions de loi (jointes)		D – en commission les 05.11, 25.11 et 02.12.08		
Contrats en cours – Résiliation C 1219/1-2007/2008 C 05.06.2008 Faillite – Curateur – Fin contrats en cours C 1176/1-2007/2008 C 16.05.2008	78 78			
<i>Droit commercial</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Référendaires à la Cour de cassation - Statut S 0606/1-2007/2008 S 04.03.2008 C 1231/1-2007/2008 C 06.06.2008	77	D – en commission le 09.07, 07.10, 21.10, 04.11.08 et 20.01.09	A – en séance plénière le 05.06.08	
<i>Justice</i>				
Proposition de résolution				
Droits de l'homme – Orientation sexuelle – Principes de Yogyakarta C 1240/1-2007/2008 C 11.06.2008		D – en commission le 13.01.09		
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>				
Projet de loi				
Annulation de la dette – Fonds monétaire international – Liberia C 1248/1-2007/2008 C 12.06.2008	78	A – en commission le 01.07.08 A – en séance plénière le 10.07.08	Projet non évoqué	Loi du 12.11.08 M.B. 01.12.08
<i>Finances</i>				
Proposition de loi				
Assurances de solde restant dû – Questionnaire médical standardisé C 1252/1-2007/2008 C 16.06.2008	78	D – en commission les 26.11.08 et 03.02.09		
<i>Economie</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi (transmis par le Sénat) Reconnaissance d'un handicap – Délai d'attente S 1473/1-2005/2006 S 07.12.2005 C 3087/1-2006/2007 C 24.04.2007 C 1260/1-2007/2008 C 16.06.2008 Propositions de loi (jointes) Charte de l'assuré social C 0442/1-2007/2008 C 27.11.2007 Personnes handicapées – Allocations – Traitement des demandes C 0888/1-2007/2008 C 26.02.2008	78 78 78	A – en commission le 13.01.09 AM – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 19.04.07	
<i>Affaires sociales</i> Propositions de loi (jointes) Chambres législatives – Accords de coopération – Institutions bruxelloises C 1263/1-2007/2008 C 18.06.2008 Chambres législatives – Accords de coopération – Communauté germanophone C 1262/1-2007/2008 C 18.06.2008 <i>Révision de la Constitution</i> Proposition de résolution	77 77	D – en commission les 18.11 et 09.12.08		
Portefeuille pension – Communication annuelle - Internet C 1267/1-2007/2008 C 19.06.2008 <i>Affaires sociales</i>		D – en commission les 08.07.08 et 13.01.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 04.02.09	A – en séance plénière le 26.06.08	
Arriéré de paiement – Injonction de payer S 0823/1-2007/2008 C 1285/1-2007/2008	77			
Projet de loi et proposition de loi (joints)				
Arriéré de paiement – Injonction de payer S 0139/1-0000/2007 C 1287/1-2007/2008 Procédure sommaire d'injonction de payer inversion contentieux C 0790/1-2007/2008	77 78			
<i>Justice</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 23.10.08	A – en séance plénière le 26.06.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Tribunal du travail – Notification du jugement – Mention voies de recours S 0020/1-0000/2007 C 1286/1-2007/2008	78	A – en séance plénière le 27.11.08		
<i>Justice</i>		D – en commission le 26.11.08		
Proposition de loi				
Système bonus-malus généralisé – Assurance obligatoire véhicules automoteurs C 1302/1-2007/2008	78			
<i>Economie</i>		D – en commission le 13.01.09		
Proposition de résolution				
Droits de l'homme en Iran C 1314/1-2007/2008				
Groupe de travail « propositions de résolution »				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi		A – en commission le 25.11.08		
Transport de produits gazeux C 1320/1-2007/2008 C 03.07.2008	78	A – en séance plénière le 08.01.09		
<i>Economie</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.07.08	A – en séance plénière le 03.07.08	Loi du 18.09.08 M.B. 11.12.08
Ghana double imposition évation fiscale S 10.04.2008 C 1322/1-2007/2008 C 09.07.2008	77	A – en séance plénière le 10.07.08		
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.07.08	A – en séance plénière le 03.07.08	Loi du 22.10.08 M.B. 22.12.08
Benelux et gouvernement macédonien – Passeports diplomatiques – Visa S 02.04.2008 C 1323/1-2007/2008 C 09.07.2008	77	A – en séance plénière le 10.07.08		
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.07.08	A – en séance plénière le 03.07.08	Loi du 22.10.08 M.B. 08.12.08
Benelux Bosnie et Herzégovine passeport diplomatique visa de voyage S 10.04.2008 C 1324/1-2007/2008 C 09.07.2008	77	A – en séance plénière le 10.07.08		
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 08.07.08	A – en séance plénière le 03.07.08	Loi du 31.10.08 M.B. 22.12.08
Benelux et Serbie – Passeport diplomatique ou de service – Obligation visa S 06.06.2008 C 1325/1-2007/2008 C 09.07.2008	77	A – en séance plénière le 10.07.08		
<i>Relations extérieures</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Propositions de loi (jointes) Fonctionnement des copropriétés C 1334/1-2007/2008 C 07.07.2008 Privilège aux associations de copropriétaires C 0110/1-0000/2007 C 16.08.2007 Copropriété – Assemblée générale – Syndic. C 0123/1-0000/2007 C 22.08.2007 Obligations maître d'ouvrage copropriété syndic. C 0241/1-2007/2008 C 22.10.2007 Syndics – Langue commune situation de l'immeuble C 0346/1-2007/2008 C 12.11.2007 Privilège des associations de copropriétaires C 0636/1-2007/2008 C 21.12.2007 Fonctionnement copropriétés C 0684/1-2007/2008 C 15.01.2008 Copropriété – Requête contradictoire C 0717/1-2007/2008 C 22.01.2008 Copropriétaires – Privilège sur immeubles C 1040/1-2007/2008 C 08.04.2008 <i>Justice</i>	78 78 78 78 78 78 78 78 78	D – en commission les 05.11, 25.11.08, 07.01.09, 14.01, 21.01 et 28.01.09		
Proposition de résolution Protection Parc national Yasuni en Equateur C 1347/1-2007/2008 C 09.07.2008 <i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>		D – en commission le 13.01.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi		A – en commission le 05.11.08	Projet non évoqué	Loi du 11.12.08 M.B. 12.01.09
Directive régime fiscal commun sociétés C 1398/1-2007/2008	78	A – en séance plénière le 20.11.08		
Proposition de loi (jointe)				
Régime fiscal actions fusions internationales C 0206/1-2007/2008	78			
<i>Finances</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08	A – en séance plénière le 18.07.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Entraide judiciaire – Matière pénale - Maroc S 0680/1-2007/2008 C 1406/1-2007/2008	77	A – en séance plénière le 27.11.08		
<i>Relations extérieures</i>				
Projets de loi (joints) (transmis par le Sénat)		<u>C 1407 :</u> A – en commission le 04.11.08 <u>C 1408 :</u> A – en commission le 25.11.08	A – en séance plénière le 18.07.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Internement – Pourvoi en cassation - Délai S 0757/1-2007/2008 C 1407/1-2007/2008	77			
Décisions tribunal application peines – Cassation – Signature par avocat S 0497/1-2007/2008 C 1408/1-2007/2008	77	A – en séance plénière le 08.01.09		
<i>Justice</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 18.11.08	A – en séance plénière le 18.07.08	Loi du 19.12.08 M.B. 30.12.08
Matériel corporel – Obtention et utilisation – Applications humaines S 0825/1-2007/2008 C 1409/1-2007/2008	78	A – en séance plénière le 04.12.08		
<i>Santé publique</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Statut de personne lésée – Déclaration de personne lésée S 0567/1-2007/2008 C 1410/1-2007/2008	78	D – en commission les 04.11 et 02.12.08	A – en séance plénière le 18.07.08	
<i>Justice</i> Projet de loi UE Directive expulsions étrangers – Séjour illégal C 03.09.2008	78	A – en commission le 05.11.08 A – en séance plénière le 20.11.08	Projet non évoqué	Loi du 15.12.08 M.B. 23.01.09
<i>Intérieur</i> Projet de loi Indépendants – Pension minimale – Augmentation C 1434/1-2007/2008	78	A – en commission le 24.09.08 A – en séance plénière le 23.10.08	Projet non évoqué	Loi du 28.11.08 M.B. 15.12.08
<i>Economie</i> Projet de loi Adoption – Jugements d'aptitude – Durée de validité C 01.10.2008	78	A – en commission le 07.10.08 A – en séance plénière le 16.10.08	Projet non évoqué	Loi du 28.10.08 M.B. 13.11.08
<i>Justice</i> Projet de loi Comité scientifique pour l'observation et l'analyse des prix C 02.10.2008 Proposition de résolution (jointe) Système des contrôles des prix – Observatoire du coût de la vie quotidienne C 0173/1-2007/2008 C 09.10.2007 ...	78	A – en commission le 18.11.08 A – en séance plénière le 08.01.09	A – en séance plénière le 05.02.09	Procédure parlementaire terminée (3)

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre Projet de loi	78	A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	Projet non évoqué	Procédure parlementaire terminée (3)
Cadre de réserve – Militaires – Statut - Recrutement C 1479/001-2008/2009 <i>Défense nationale</i> Projets de loi (joint)s Santé publique – Dispositions diverses C 1491/1-2008/2009 Santé publique – Dispositions diverses C 1492/1-2008/2009	78 77	<u>C.1491</u> : <u>Affaires sociales</u> : A – en commission le 05.11.08 <u>Santé publique</u> : A – en commission le 04.11.08 A – en séance plénière le 20.11.08 <u>C.1492</u> : <u>Affaires sociales</u> : D – en commission le 21.10.08 <u>Santé publique</u> : A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 20.11.08	A – en séance plénière le 04.12.08	Loi du 19.12.08 M.B. 31.12.08
<i>Affaires sociales</i> <i>Santé publique</i> Projet de loi Arrière judiciaire cours d'appel conseillers cadre temporaire C 1495/1-2008/2009 <i>Justice</i>	77	A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 11.12.08	A – en séance plénière le 18.12.08	Loi du 22.12.08 M.B. 14.01.09

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi		A – en commission le 28.11.08 A – en séance plénière le 11.12.08		
Année budgétaire 2008 – Budget général des dépenses – Premier ajustement C 1504/1-2008/2009	74			
<i>Finances</i>				
Proposition de loi		A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09		
Déclaration de patrimoine – Dépôt - Timing C 1507/1-2008/2009	77			
<i>Révision de la Constitution</i>				
Proposition de loi		A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09		
Déclaration de patrimoine – Dépôt - Timing C 1508/1-2008/2009	77			
<i>Révision de la Constitution</i>				
Projets de loi (jointes)		<i>Affaires sociales:</i> A – en commission les 02.12 et 03.12.08 <i>Défense nationale:</i> A – en commission le 03.12.08 <i>Economie:</i> A – en commission les 02.12, 03.12, 09.12 et 10.12.08 <i>Finances:</i> A – en commission le 09.12.08 <i>Infrastructure:</i> A – en commission les 01.12 et 03.12.08		C 1527 : Loi du 13.01.09 M.B. 19.01.09
Budget des voies et moyens – Année budgétaire 2009 C 1527/1-2008/2009	74			
Budget général des dépenses – Année budgétaire 2009 C 1528/1-2008/2009	74			
Note de politique générale – Intégration sociale C 1529/1-2008/2009	74			
Recettes et dépenses – Année budgétaire 2009 – Exposé général C 1526/1-2008/2009	74			
...				

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>(suite)</p> <p>Véhicules automobiles – Personnes en situation de handicap - TVA C 1595/1-2008/2009 Budget général des dépenses – Année budgétaire 2009 – Justification C 1596/1-2008/2009</p> <p><i>Affaires sociales</i> <i>Défense nationale</i> <i>Economie</i> <i>Finances</i> <i>Infrastructure</i> <i>Intérieur</i> <i>Justice</i> <i>Relations extérieures</i> <i>Santé publique</i></p>	<p>78</p> <p>74</p>	<p><i>Intérieur:</i> A – en commission les 25.11 et 03.12.08 <i>Justice:</i> A – en commission le 26.11.08 <i>Relations extérieures:</i> A – en commission les 19.11 et 26.11 <i>Santé publique:</i> A – en commission les 19.11, 26.11, 02.12, 03.12 et 08.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09</p>		
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>République française – Programme observation terre – Avenant 6 S 0675/1-2007/2008 C 1558/1-2008/2009</p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	<p>77</p>	<p>A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08</p>	<p>A – en séance plénière le 06.11.08</p>	<p>Procédure parlementaire terminée (3)</p>
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Rejets et transferts de polluants – Convention d'Aarhus - Protocole S 0818/1-2007/2008 C 1559/1-2008/2009</p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	<p>77</p>	<p>A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08</p>	<p>A – en séance plénière le 06.11.08</p>	<p>Procédure parlementaire terminée (3)</p>

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Arbitres – Convention pénale sur la corruption S 0819/1-2007/2008 S 23.06.2008 C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
République de Corée – Sécurité sociale S 0820/1-2007/2008 S 23.06.2008 C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Benelux Commonwealth Bahamas – Passeport diplomatique – Obligation Visa S 0821/1-2007/2008 S 23.06.2008 C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Uruguay – Sécurité sociale S 0822/1-2007/2008 S 23.06.2008 C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Navires – Contrôle des systèmes antisalissure S 0847/1-2007/2008 S 03.07.2008 C 07.11.2008	77			
<i>Relations extérieures</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
République du Kazakhstan – Douane – Coopération et assistance mutuelle S 0848/1-2007/2008 C 1565/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
République de Croatie – Personnel diplomatique – Famille – Activité lucrative S 0871/1-2007/2008 C 1566/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Bosnie-Herzégovine – Convention sur sécurité sociale S 0881/1-2007/2008 C 1567/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Gouvernement macédonien – Convention sur sécurité sociale S 0882/1-2007/2008 C 1568/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
UEBL – Mozambique – protection des investissements S 0883/1-2007/2008 C 1569/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat) République Inde – Convention sur sécurité sociale S 0894/1-2007/2008 C 1570/1-2008/2009	77	A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) Véhicules et permis de conduire – Système d'information européen (Eucaris) S 0897/1-2007/2008 C 1571/1-2008/2009	77	A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) Australie – Convention sur assurance soins de santé S 0898/1-2007/2008 C 1572/1-2008/2009	77	A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) Organismes génétiquement modifiés participation public processus décision S 0899/1-2007/2008 C 1573/1-2008/2009	77	A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) République française – Coopération sanitaire transfrontière S 0912/1-2007/2008 C 1574/1-2008/2009	77	A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
République Corée – Système mondial de navigation par satellite usage civil S 0913/1-2007/2008 C 1575/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.11.08 A – en séance plénière le 27.11.08	A – en séance plénière le 06.11.08	Procédure parlementaire terminée (3)
Royaume Maroc – Système mondial de navigation par satellite usage civil S 0914/1-2007/2008 C 1576/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i>				
Projet de loi		A – en commission le 14.01.08		
Service des impôts régionaux – Fixation du prix de revient total C 1583/1-2008/2009	77			
<i>Finances</i>				
Projet de loi		A – en commission le 03.12.08 A – en séance plénière le 11.12.08	A – en séance plénière le 18.12.08	Loi du 22.12.08 M.B. 29.12.08
Liste civile – Dotations – Mécanisme d'indexation – Indice de santé C 1606/1-2008/2009	78			
<i>Finances</i>				
Projet de loi		<u>Affaires sociales</u> : (art. 120 à 131) A – en commission le 02.12.08 <u>Affaires sociales</u> : (art. 67 à 119,) A – commission le 03.12.08	A – en séance plénière le 18.12.08	Loi du 22.12.08 M.B. 29.12.08
Loi-programme C 1607/1-2008/2009	78			
...				

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre (Suite)	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
		<u>Economie</u> : (art. 194 à 219) A – en commission le 02.12.08 <u>Economie</u> : (art. 29 à 53, 57 à 66) A – en commission le 03.12.08 <u>Finances</u> : (art. 1 à 13, ...) A – en commission le 03.12.08 <u>Infrastructure</u> : (art. 14 à 28) A – en commission le 03.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 241) A – en commission le 02.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 264 à 270) A – en commission le 03.12.08 <u>Justice</u> : (art. 261 à 263) A – en commission le 02.12.08 <u>Relations extérieures</u> : (art. 242) A – en commission le 03.12.08 <u>Santé publique</u> : (art. 271 et 272) A – en commission le 02.12.08		
(…)				

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>(Suite)</p> <p><i>Affaires sociales</i> (art. 120 à 131), (art. 67 à 119, 150, 154, 156 à 165) <i>Economie</i> (art. 194 à 219), (art. 29 à 53, 57 à 66) <i>Finances</i> (art. 1 à 13, 54 à 56, 179 à 193) <i>Infrastructure</i> (art. 14 à 28) <i>Intérieur</i> (art. 241), (art. 264 à 270) <i>Justice</i> (art. 261 à 263) <i>Relations extérieures</i> (art. 242) <i>Santé publique</i> (art. 271 et 272), (art. 132 à 149), (art. 220 à 240), (art. 243 à 260)</p>		<p><u>Santé publique</u> : (art. 132 à 149) A – en commission le 02.12.08 <u>Santé publique</u> : (art. 220 à 240) A – en commission le 03.12.08 <u>Santé publique</u> : (art. 243 à 260) A – en commission le 03.12.08 A – en séance plénière le 11.12.08</p>		
<p>Dispositions diverses C 1608/1-2008/2009 C 1609/1-2008/2009</p> <p>Projet de loi C 24.11.2008 C 24.11.2008</p> <p>(...)</p>	<p>78 77</p>	<p><u>Affaires sociales</u> : (art. 53 à 63) A – en commission le 02.12.08 <u>Affaires sociales</u> : (art. 180 à 194) A – en commission le 02.12.08 <u>Affaires sociales</u> : (art. 196 à 220) A – en commission le 03.12.08 <u>Défense nationale</u> : (art. 30 à 52) A – en <u>Economie</u> : (art. 72 à 90) A – en commission le 02.12.08</p>	<p>A – en séance plénière le 18.12.08</p>	<p>Loi du 22.12.08 M.B. 29.12.08</p>

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
(suite)		<u>Economie</u> : (art. 18 à 26, 28 et 29) A – en commission le 02.12.08 <u>Economie</u> : (art. 99 à 102) A – en commission le 03.12.08 <u>Finances</u> : (art. 103, 106 à 179) A – en commission les 03.12 et 10.12.08 <u>Infrastructure</u> : (art. 64 à 71) A – en commission le 01.12.08 <u>Infrastructure</u> : (art. 6 à 15) A – en commission le 03.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 1 et 2) A – en commission le 02.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 221 à 224) A – en commission le 03.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 225, 226, 228 et 229) A – en commission le 03.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 227) A – en commission le 03.12.08 <u>Intérieur</u> : (art. 16, 17) A – en commission le 03.12.08		
(…)				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Hong Kong – Chine – Transfert de personnes condamnées S 0941/1-2007/2008 C 1650/1-2008/2009</p> <p><i>Relations extérieures</i></p> <p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Matière pénale entraine judiciaire – Convention européenne - Protocole S 0943/1-2007/2008 C 1651/1-2008/2009</p> <p><i>Relations extérieures</i></p> <p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Bulgarie et Roumanie – Espace économique européen S 0978/1-2008/2009 C 1652/1-2008/2009</p> <p><i>Relations extérieures</i></p> <p>Proposition de loi</p> <p>Code des sociétés – Comité d'audit – Collège de commissaires C 1663/1-2008/2009</p> <p><i>Droit commercial</i></p> <p>Projet de loi</p> <p>Banque-carrefour des entreprises – Acteurs économiques – Inscription C 1664/1-2008/2009</p> <p><i>Economie</i></p>	77	<p>A – en commission le 14.01.09</p> <p>A – en séance plénière le 29.01.09</p>	<p>A – en séance plénière le 04.12.08</p>	<p>Procédure parlementaire terminée (3)</p>
	77	<p>A – en commission le 14.01.09</p> <p>A – en séance plénière le 29.01.09</p>	<p>A – en séance plénière le 04.12.08</p>	<p>Procédure parlementaire terminée (3)</p>
	77	<p>A – en commission le 14.01.09</p>	<p>A – en séance plénière le 04.12.08</p>	
	78	<p>A – en commission le 16.12.08</p> <p>A – en séance plénière le 08.01.09</p>	<p>Projet non évoqué</p>	
	78	<p>A – en commission le 13.01.09</p> <p>A – en séance plénière le 29.01.09</p>		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 11.12.08	
RDC – Double imposition – Fraude et évasion fiscales S 0946/1-2007/2008 C 1673/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 11.12.08	
Rwanda – Double imposition – Fraude et évasion fiscales S 0947/1-2007/2008 C 1674/1-2008/2009	77			
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi		A – en commission le 24.12.08 A – en séance plénière le 24.12.08		
Année budgétaire 2009 – Douzièmes provisoires C 1699/1-2008/2009	74	A – en commission le 13.01.09 A – en séance plénière le 15.01.09		
<i>Finances</i> Propositions (jointes)				
Commission d'enquête parlementaire – Fortis – Séparation des pouvoirs C 1711/1-2008/2009 Commission d'enquête parlementaire – Crise financière C 1461/1-2007/2008 Commission d'enquête parlementaire – Organismes financiers – Intervention gouvern. C 1472/1-2008/2009 Commission d'enquête parlementaire - Fortis C 1483/1-2008/2009 Commission d'enquête – Crise secteur bancaire belge C 1486/1-2008/2009 (...)				

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	-----	-----
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-----	-----
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-----	-----
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-----	-----
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-----	-----
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-----	-----
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
Parlamentum Belgicum			
Livre de photographies	4,00	-----	-----
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp. « Le Parlement » (iconographie) « Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene) Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie Brochure « Dessins satiriques »	5 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	-----	-----
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	-----	-----
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	-----	-----
BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE			
A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES			
NOM _____			
ADRESSE _____			
Veuillez verser le montant correspondant au compte n° 000-0019220-14 de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)			
<i>La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.</i>			

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ▶ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ▶ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ▶ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		